



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Service émetteur : Direction des Droits des Usagers,
des Affaires Juridique et de l'Inspection
Contrôle

Affaire suivie par : [REDACTED]
Courriel : [REDACTED]

Réf. : [REDACTED]

Date : Vendredi 18 avril

Monsieur [REDACTED]
Directeur
EHPAD RESIDENCE ROUANET ICHE
8 IMP MARCELLE CROS
81270 LABASTIDE ROUAIROUX

Lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception

Objet : Contrôle sur pièces EHPAD – Clôture de la procédure contradictoire

Notification de décision définitive

PJ : Tableau définitif de synthèse des mesures correctives

Tableau des prescriptions maintenues et des recommandations retenues

V/Réf : Votre courrier reçu par mail le 05 avril 2024

Monsieur le Directeur,

A la suite de la lettre d'intention que je vous ai adressée le 27 mars 2024 vous m'avez fait part de vos observations dans les délais impartis et transmis tout document complémentaire que vous jugiez nécessaire.

L'examen attentif de l'ensemble de ces éléments me conduit à clôturer la procédure contradictoire à la suite de ce contrôle sur pièces.

Le tableau définitif de synthèse des mesures correctives, ci-joint, précise les quatre prescriptions maintenues avec leur délai de mise en œuvre et les quatre recommandations maintenues avec leur délai de mise en œuvre. En conséquence, je vous invite à communiquer les éléments demandés aux services de la délégation départementale, en charge du suivi de votre structure.

En application des articles L121-1 et L122-1 du Code des relations entre le public et l'administration qui régissent les modalités de la procédure contradictoire préalable, les prescriptions retenues à l'issue de cette procédure ont la valeur d'une décision administrative.

Un recours gracieux motivé peut être adressé à mes services dans un délai de deux mois suivant la notification du présent courrier, étant précisé qu'en l'absence de réponse de l'Administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci devra être considéré comme implicitement rejeté.

Dans un délai franc de deux mois à compter de sa notification et sans préjudice d'un éventuel recours hiérarchique auprès de La Ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités, la présente décision ouvre droit à une voie de recours contentieux près du tribunal administratif territorialement compétent qui peut également être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens » accessible sur le site internet « www.telerecours.fr ».

Je sais pouvoir compter sur votre pleine implication et celle de vos équipes pour poursuivre les réflexions au sein de l'établissement et les démarches d'amélioration déjà engagées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Directeur Général


Didier JAFFRE

Direction des Droits des Usagers, des Affaires Juridiques et de l'Inspection Contrôle
Pôle Régional Inspection Contrôle

Tableau définitif de synthèse des mesures correctives
Tableau des remarques et des recommandations retenues
Contrôle sur pièces de l'EHPAD RESIDENCE ROUANET ICHE
situé à Labastide Rouairoux (81)

*Un **écart** est l'expression écrite d'une non-conformité ou d'un non-respect d'obligations légales ou réglementaires juridiquement opposables.*

*Une **remarque** est l'expression écrite d'un défaut ou d'un dysfonctionnement plus ou moins grave qui ne peut être caractérisé au regard d'un texte juridiquement opposable.*

Tableau définitif de synthèse des mesures correctives retenues (4)

Ecart (7)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue (Injonction-Prescription)	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Décision du Directeur Général de l'ARS
Ecart 1 : La mission constate, au jour du contrôle, que le structure ne dispose pas d'un règlement de fonctionnement valide de moins de 5 ans ce qui contrevient aux dispositions de l'article R 311-33 du CASF.	Art. R.311-33 du CASF	Prescription 1 : Actualiser le règlement de fonctionnement et le transmettre à l'ARS.	6 mois		Prescription 1 maintenue Délai : 6 mois
Ecart 2 : En l'absence de MEDCO, la structure déclare que la Commission de Coordination Gériatrique n'est pas active, ce qui contrevient aux dispositions de l'article D.312-158, 3° du CASF	Art. D.312-158, 3° du CASF	Prescription 2 : Mettre en place la CCG dès recrutement d'un MEDCO. Transmettre le PV d'installation.	6 mois		Prescription 2 maintenue Délia : 6 mois
Ecart 3 : Le Conseil de la Vie Sociale (CVS) n'est pas actif, ce qui contrevient à l'article D 311-3 du CASF	Art. D.311-3 du CASF	Prescription 3 : Dès finalisation des élections, merci de bien vouloir transmettre le PV d'installation du CVS conformément à l'article D 311-3 du CASF.	6 mois		Prescription 3 maintenue Délai : 6 mois

Ecart 4 : Le Conseil de la Vie Sociale (CVS) ne se réunit pas au moins 3 fois par an sur convocation du Président ce qui contrevient aux dispositions de l'article D.311-16 du CASF.	Art. D.311-16 du CASF	Prescription 4 : Réunir le Conseil de la Vie Sociale (CVS) a minima 4 fois par an. Transmettre à l'ARS le calendrier des réunions CVS pour 2024.	Immédiat	<div style="background-color: black; width: 100px; height: 1.2em; margin-bottom: 2px;"></div> <div style="background-color: black; width: 100px; height: 1.2em; margin-bottom: 2px;"></div> <div style="background-color: black; width: 100px; height: 1.2em; margin-bottom: 2px;"></div> <div style="background-color: black; width: 100px; height: 1.2em;"></div>	Prescription 4 levée
Ecart 5 : Au jour du contrôle l'EHPAD ne dispose pas de médecin coordonnateur, ce qui contrevient à l'article D312-155-0 du CASF	Art. D. 312-159-1 du CASF	Prescription 5 : Se mettre en conformité à la réglementation	Effectivité 2024		Prescription 5 maintenue Effectivité 2024-2025
Ecart 6 : La mission constate, au jour du contrôle, que la procédure de déclaration des dysfonctionnements et EIG aux autorités (document probant n°20), n'a pas été transmise.	Art. L.331-8-1 CASF	Prescription 6 : Transmettre le document probant n°20 pour vérification réglementaire.	Immédiat	<div style="background-color: black; width: 100px; height: 1.2em; margin-bottom: 2px;"></div> <div style="background-color: black; width: 100px; height: 1.2em; margin-bottom: 2px;"></div> <div style="background-color: black; width: 100px; height: 1.2em;"></div>	Prescription 6 levée Pour autant bien vouloir ajouter la mention déclaration « sans délai ». Transmettre à l'ARS la procédure modifiée sous réserve de prescription.
Ecart 7 : La structure n'a pas transmis la convention avec la pharmacie d'officine (Document probant n°31).	Art. L.5126-10 II du CSP	Prescription 7 : Transmettre la convention avec une pharmacie d'officine (document probant n°31) pour vérification réglementaire.	Immédiat	<div style="background-color: black; width: 100px; height: 1.2em; margin-bottom: 2px;"></div> <div style="background-color: black; width: 100px; height: 1.2em; margin-bottom: 2px;"></div> <div style="background-color: black; width: 100px; height: 1.2em;"></div>	Prescription 7 levée

Tableau des remarques et des recommandations retenues (4)

Remarques (8)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Recommandation retenue par le Directeur Général de l'ARS
Remarque 1 : Au jour du contrôle, le contrat de l'IDEC (document probant n° 19) n'a pas été transmis.		Recommandation 1 : Bien vouloir transmettre le document probant n° 19 tel que déjà demandé.	immédiat	<div>██████████</div> <div>██████████</div> <div>██████████</div> <div>██████████</div> <div>██████████</div> <div>██████████</div>	Recommandation 1 levée La mission prend note que l'IDE faisant fonction est titulaire du diplôme d'Etat de COORDONNATEUR DE PARCOURS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SOINS délivré par la Croix Rouge
Remarque 2 : La structure déclare ne pas organiser des RETEX suite à l'analyse des dysfonctionnements et des EIGS.		Recommandation 2 : Mettre en place des RETEX suite à un EIG.	6 mois		Recommandation 2 maintenue Délai : 6 mois
Remarque 3 : La mission constate, au jour du contrôle, que la structure n'a pas répondu à la question posée.		Recommandation 3 : Bien vouloir indiquer le nombre de dysfonctionnements graves déclarés auprès de l'ARS et du CD depuis 2021.	Immédiat	<div>██████████</div> <div>██████████</div> <div>██████████</div> <div>██████████</div> <div>██████████</div> <div>██████████</div>	Recommandation 3 levée

Remarque 7 : La structure déclare ne pas avoir organisé les accès aux plateaux techniques de la biologie et de l'imagerie.		Recommandation 7 : La structure est invitée à s'organiser pour avoir accès aux plateaux techniques de la biologie et de l'imagerie sur site ou par convention.	6 mois		Recommandation 7 maintenue Délai : 6 mois
Remarque 8 : La structure déclare ne pas avoir signé de convention de partenariat avec une filière gériatrique.		Recommandation 8 : La structure est invitée à s'organiser pour signer des conventions de partenariat avec une filière gériatrique.	6 mois		Recommandation 8 maintenue Délai : 6 mois